

1982, chapitre 121

**LOI CONCERNANT LA CORPORATION MUNICIPALE
DE LA PAROISSE DE SAINT-DENIS**

Projet de loi n° 284

présenté par M. Jean-Pierre Charbonneau

Première lecture le 14 décembre 1982

Deuxième lecture le 17 décembre 1982

Troisième lecture le 17 décembre 1982

Sanctionné le 18 décembre 1982

Entrée en vigueur: le 18 décembre 1982

Loi modifiée: Aucune





CHAPITRE 121

Loi concernant la Corporation municipale de la paroisse de Saint-Denis

[Sanctionnée le 18 décembre 1982]

Préambule. ATTENDU qu'au cours de l'année 1973, dans le territoire de la corporation municipale de la paroisse de St-Denis, un projet de développement domiciliaire, connu sous le nom de « Domaine Saint-Denis », tel que décrit en annexe, a été commencé;

Que ce projet n'a jamais été réalisé selon les plans d'origine, que les constructions y érigées l'ont souvent été en contravention des règlements municipaux ou provinciaux et qu'il est maintenant impossible de compléter ce projet, le principal promoteur étant décédé et sa succession de même que la compagnie qu'il a formée aux fins de ce projet, ne sont pas, à toutes fins, capables financièrement d'y donner suite;

Que la municipalité a tenté tous les moyens ordinaires ou judiciaires afin de trouver une solution au problème global que constituent le lotissement, les rues et les constructions déjà réalisés dans le « Domaine Saint-Denis »;

Que ce développement avorté constitue un empiètement sur d'excellentes terres cultivables, et qu'il y aurait avantage à en restituer une bonne partie au domaine agricole;

Que le 11 mars 1982, la Corporation municipale de la paroisse de Saint-Denis a procédé à une vente pour taxes de plusieurs terrains situés dans son territoire et faisant partie de cet ensemble immobilier;

Que la corporation municipale s'est alors portée acquéreur de la presque totalité de ces terrains, les autres ayant été acquis par quelques particuliers et par la Commission scolaire;

Qu'il y aurait avantage à ce que la période de retrait de deux ans prévue à l'article 740 du Code municipal soit réduite en ce qui concerne les lots décrits en annexe;

Que la corporation municipale doit procéder à un remembrement de certains de ces terrains pour les rendre conformes aux règlements touchant les fosses septiques;

Que la corporation municipale veut procéder à la restitution de plusieurs de ces terrains au domaine agricole;

Que la corporation municipale veut construire un prolongement de son aqueduc pour desservir adéquatement ce secteur une fois remembré;

Qu'il est dans l'intérêt de la corporation municipale d'obtenir tous pouvoirs requis à la bonne administration de ses affaires municipales dans le « Domaine Saint-Denis »;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Remem-
brement de
lots.

1. La corporation municipale de la paroisse de Saint-Denis peut, par règlement, décréter le remembrement de lots ou de parties de lots, aux fins de constituer des superficies de terrain suffisantes pour respecter les normes contenues au « Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées » (R.R.Q., 1981, chapitre Q-2, r. 8).

Relocalisa-
tion de
certains
contribua-
bles.

2. La corporation peut, par règlement, décréter la relocalisation de certains contribuables sur un ou plusieurs lots qui appartiennent déjà à la corporation et qui peuvent être de valeur égale ou supérieure à ceux dont ils étaient auparavant propriétaires.

Acquisition
d'immeu-
bles.

La corporation peut à cette fin acquérir de gré à gré tout immeuble et en disposer conformément au paragraphe 1 de l'article 5 du Code municipal; elle peut également procéder à toute opération cadastrale au sens de l'article 1 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1).

Adjudica-
taire pro-
priétaire.

3. Si, au 11 mars 1983, un immeuble vendu pour défaut de paiement de taxes le 11 mars 1982 n'a pas été racheté ou retrait d'après les dispositions du chapitre deuxième du titre XXIV du Code municipal, l'adjudicataire en demeure propriétaire absolu.

Présomp-
tion.

4. Toute construction érigée avant le premier janvier 1982 dans le territoire décrit en annexe est censée l'avoir été en conformité des règlements municipaux.

Rue du
Domaine.

5. La rue principale du Domaine Saint-Denis décrit en annexe, connue comme étant la « Rue du Domaine », est un chemin de front en travers des lots riverains reconnus comme rang au sens du paragraphe 26° de l'article 16 du Code municipal et son entretien est à la charge de la corporation.

Territoire.

6. Les articles 1 à 4 s'appliquent exclusivement aux immeubles situés dans le territoire décrit en annexe.

Effet
d'excepti-
on.

7. La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

Entrée en
vigueur.

8. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ANNEXE

Le « Domaine Saint-Denis » comprend la totalité de la partie du lot originaire numéro 21, du cadastre de la paroisse de Saint-Denis, division d'enregistrement de Saint-Hyacinthe, s'étendant à l'est de la route numéro 133 (Chemin des Patriotes) et comprenant, outre des parties non subdivisées dudit lot 21, les lots 21-1 à 21-5, 21-6-1 et 21-6-2, 21-7 à 21-20, 21-21-1 et 21-21-2 et 21-22 à 21-242; il est borné comme suit: au nord-est, par le lot originaire 20; au sud-ouest, par le lot originaire 23; au sud-est, par les lots originaires 387 et 386 et au nord-ouest, par la route numéro 133 (Chemin des Patriotes).